

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



Mesure de la classe moyenne féminine au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal

RÉSUMÉ

Ce Policy Brief explore la mesure de la classe moyenne féminine au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, en utilisant une approche monétaire basée sur les dépenses de consommation. L'analyse révèle que, bien que la classe moyenne féminine représente une part importante dans ces pays, elle souffre de disparités marquées. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire affichent une proportion relativement plus stable de femmes dans la classe moyenne pure, tandis que le Bénin et le Burkina Faso présentent une classe moyenne féminine plus vulnérable, concentrée dans la classe inférieure. Le document souligne l'importance de deux axes prioritaires pour renforcer cette classe moyenne : améliorer l'accès à l'éducation, essentiel pour accroître la mobilité économique des femmes, et formaliser les secteurs dans lesquels elles sont majoritairement employées, afin de sécuriser leurs revenus et renforcer leur résilience économique.

POINTS SAILLANTS

- Les femmes représentent une part importante de la classe moyenne, avec une proportion allant de 35,75 % en Côte d'Ivoire à 44,84 % au Sénégal, bien que leur stabilité économique varie entre les pays.
- Dans de nombreux cas, les femmes de la classe moyenne n'ont pas un niveau d'instruction suffisante, ce qui limite leur mobilité économique.
- Les femmes sont majoritairement actives dans des secteurs précaires comme l'agriculture et les services personnels, où les revenus sont souvent instables.
- L'amélioration de l'accès à l'éducation et la formalisation des secteurs où les femmes prédominent pourraient stabiliser cette classe moyenne et renforcer leur sécurité économique.

INTRODUCTION

L'Afrique subsaharienne a vu l'émergence d'une classe moyenne consécutive à une importante croissance des économies au cours des dernières décennies. Selon les données de 2018 de l'Enquête Harmonisée de Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), environ 44,84 % des femmes au Sénégal

appartiennent à la classe moyenne, contre 43,71 % au Bénin, 42,98 % au Burkina Faso et 35,75 % en Côte d'Ivoire. Toutefois, cette classe moyenne féminine est en majorité urbaine et caractérisée par de faibles niveaux d'instruction.



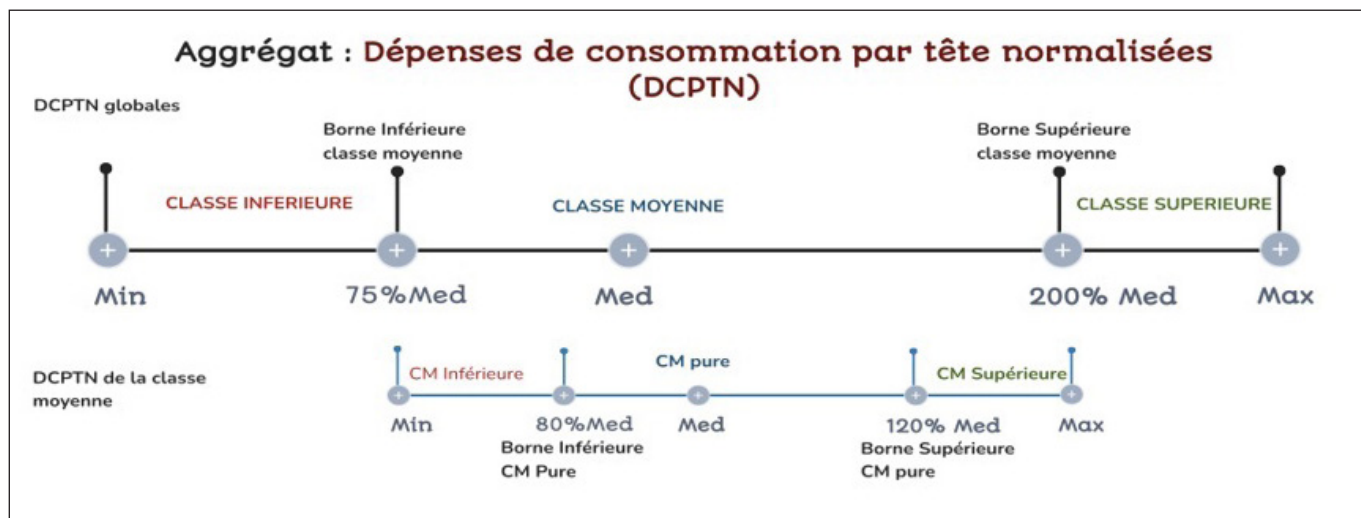
MÉTHODOLOGIE

Cette recherche utilise une approche unidimensionnelle basée sur les dépenses de consommation par tête (DCPTN) pour mesurer la classe moyenne féminine. Cette approche est privilégiée dans les pays en développement, car elle surmonte les défis liés à la collecte de données précises sur les revenus.

Les seuils définissant la classe moyenne sont les suivants :

- Classe moyenne inférieure : les femmes dont les dépenses se situent entre 75% et 100% des DCPTN médianes.
- Classe moyenne pure : les femmes dont les dépenses se situent entre 100% et 150% des DCPTN médianes.

- Classe moyenne supérieure : les femmes dont les dépenses se situent entre 150% et 200% des DCPTN médianes.



La méthodologie de mesure de la classe moyenne inclut également une désagrégation par niveau d'instruction, et milieu de résidence (urbain ou rural), ce qui permet de mieux comprendre les disparités socio-économiques au sein de la classe moyenne féminine. Les données utilisées proviennent de l'EHCVM réalisée en 2018 dans les quatre pays étudiés.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Pour mieux comprendre la position économique des femmes dans la classe moyenne de quatre pays d'Afrique de l'Ouest, cette étude examine plusieurs aspects clés, notamment leur répartition dans la classe moyenne, leur niveau d'instruction, et les secteurs d'activité dans lesquels elles sont concentrées. Ces résultats révèlent une situation hétérogène, où la stabilité et l'autonomie économique des femmes dépendent largement de leur niveau d'éducation, de l'accès à des emplois formels, et du soutien à leurs responsabilités familiales et domestiques.

1. Poids de la classe moyenne féminine :

La répartition des femmes dans la classe moyenne varie considérablement entre les quatre pays étudiés. Ces différences reflètent non seulement la taille et la stabilité de la classe moyenne féminine, mais aussi les contextes socio-économiques distincts dans lesquels elles évoluent.

– Sénégal :

Le Sénégal a la plus forte proportion de femmes appartenant à la classe moyenne (44,84%), avec une majorité en milieu urbain.

– Bénin : Environ 43,71% des femmes au Bénin appartiennent à la classe moyenne, bien que leur stabilité soit compromise par une forte concentration dans la classe moyenne inférieure.

– Burkina Faso :

42,98% des femmes burkinabées appartiennent à la classe moyenne, avec une majorité vivant en milieu rural, exposées à des risques économiques plus élevés.

– Côte d'Ivoire : En Côte d'Ivoire, 35,75% des femmes sont dans la classe moyenne, avec une concentration plus importante dans les secteurs de la restauration et des services personnels.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

2. Niveau d'instruction de la classe moyenne féminine :

Le niveau d'instruction des femmes de la classe moyenne est un indicateur clé de leur capacité à améliorer leur situation économique. Dans les quatre pays étudiés, des disparités importantes existent en termes d'accès à l'éducation, ce qui influe directement sur la mobilité économique de ces femmes.

– Bénin :

50 % des femmes de la classe moyenne ont atteint le niveau secondaire.

– Burkina Faso et Côte d'Ivoire :

La majorité des femmes de la classe moyenne n'ont aucun niveau d'instruction, ce qui limite leur mobilité économique et leur résilience face aux chocs financiers.

3. Secteurs d'activité de la classe moyenne féminine :

– Au Bénin et au Burkina Faso, les femmes de la classe moyenne sont principalement actives dans les secteurs de l'agriculture et des services personnels, où les revenus sont plus précaires.

– En Côte d'Ivoire, les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et des BTP dominent, tandis qu'au Sénégal, ce sont les secteurs du commerce, de l'élevage et de la pêche qui occupent la majorité des femmes dans cette classe.

4. Milieu de résidence de la classe moyenne féminine :

Les secteurs d'activité dans lesquels les femmes de la classe moyenne sont employées varient d'un pays à l'autre. Ces secteurs sont souvent informels, avec des revenus précaires, ce qui affecte la stabilité économique de cette population.

– Sénégal et Côte d'Ivoire :

Près de 66% des femmes de la classe moyenne résident en milieu urbain.

– Burkina Faso :

Environ 60% des femmes de la classe moyenne vivent en milieu rural, ce qui les expose à une vulnérabilité accrue en raison de la dépendance aux revenus agricoles.





RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Pour stabiliser et renforcer la position économique des femmes de la classe moyenne en Afrique de l'Ouest, des actions spécifiques sont nécessaires. Ces recommandations visent à améliorer l'accès des femmes à l'éducation, à encourager la formalisation des secteurs d'emploi féminins, et à développer des infrastructures adaptées à leurs besoins. Ces actions permettront de renforcer leur autonomie financière et de réduire les vulnérabilités socio-économiques auxquelles elles sont confrontées.

1. Améliorer l'accès à l'éducation :

L'accès à une éducation de qualité est un pilier essentiel pour la mobilité économique des femmes. Il est donc crucial de renforcer l'accès à l'éducation, surtout dans les zones rurales, pour permettre aux femmes d'accéder à des emplois plus stables et rémunérateurs. En investissant dans l'éducation des jeunes filles, il devient possible de briser le cycle de pauvreté et d'offrir à la future génération de femmes une base solide pour une meilleure autonomie financière et sociale.

2. Formaliser les secteurs économiques dominés par les femmes :

Une large proportion des femmes de la classe moyenne est active dans des secteurs informels, tels que le commerce, les services personnels, et l'agriculture, qui ne bénéficient ni de sécurité de revenu ni de protections sociales. Encourager la

formalisation de ces secteurs par la mise en place de politiques incitatives, permettra d'intégrer ces activités dans l'économie formelle, offrant ainsi aux femmes une stabilité économique accrue et un accès aux droits sociaux fondamentaux.

3. Investir dans des infrastructures adaptées aux besoins des femmes :

L'amélioration de la participation économique des femmes, surtout en milieu rural, passe aussi par des infrastructures qui répondent à leurs besoins. Le développement de crèches, de centres de soins et de formations professionnelles ciblées aidera les femmes à mieux intégrer l'économie formelle et à se libérer des contraintes domestiques qui limitent leur participation active dans la vie économique.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Banque Mondiale (2017) Pauvreté et prospérité partagée au Maroc.
- BAD (2015). Rapport sur le développement en Afrique.
- Berrou J.P., Darbon D., Bekelynyck A. et al. (2020). A quoi ressemblent les classes moyennes en Côte d'Ivoire.
- OCDE (2019). Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse.
- Clément M. et al. (2018). Anatomie de la classe moyenne brésilienne.

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Classe moyenne féminine et demande de service de garde d'enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

Coordonnateur :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

Consortium

- Université Amadou Mahtar MBOW (UAM), Sénégal
- Laboratoire de Recherche sur les Institutions et la Croissance (LINC), Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD), Sénégal

Plan de financement :

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), accord de subvention avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001

Durée : Mars 2021 – Août 2023 (30 mois)

Budget : 488 600 dollars canadiens (CAD)

Pour plus d'informations

Dr Flaubert Mbiekop, Spécialiste de Programme Principal
Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar, Sénégal
P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal
Courriel : fmbiekop@crdi.ca

Série de Recherches GROW Afrique de l'Ouest

La Série de Recherches GROW Afrique de l'Ouest regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (**FAUEFAO** - www.fauefao.org).

Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) Cité Iba Ndiaye Diadji,
n° 1 & 2, Pyrotechnie, près du collège Sacré coeur,
Rue 10 prolongée - Dakar
Phone: (221) 33 864 77 57
E-mail: contact@cres-sn.org
www.cres-sn.org

Auteurs :

Babacar NDIAYE
François Joseph CABRAL
Jean Rodrigue MALOU
Viviane Laure MAMNO WAFO
Yaya KY

PARTENAIRES

